

Les fruits du développement

Marc Haentjens

Numéro 127, été 2005

Musique et chanson : quêtes et débats

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/41309ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Haentjens, M. (2005). Les fruits du développement. *Liaison*, (127), 17–18.

Les fruits du développement

Marc HARTMANN

QUI AURAIT DIT, IL Y A VINGT ANS, que le cinéma québécois tiendrait tête un jour au cinéma hollywoodien et lui damerait même le pion, à l'occasion, au *box office* national ? L'idée qu'on se faisait alors du cinéma québécois ressemble un peu à l'image qu'on se fait aujourd'hui au Québec de Télé-Québec, soit celle d'une télévision de qualité, intéressante à plusieurs égards, mais qui n'atteindra jamais les cotes d'écoute des grandes chaînes. De même, les réalisateurs québécois des années 80 – les Gilles Carle, Claude Jutra, Léa Pool, Michel Brault et autres – obtenaient bien des « succès d'estime », mais leur public se limitait à un cercle de cinéphiles ou de consommateurs culturels avertis.

Vingt ans plus tard, la situation a changé du tout au tout. Non seulement le cinéma québécois n'est plus marginal, mais il prend d'assaut les salles commerciales et réussit magnifiquement à les remplir. Quand nous sommes allés voir, il y a quelques semaines, *La vie chez mon père* dans une de ces nouvelles « cités du cinéma » établies à Gatineau, ma blonde et moi avons eu la surprise, en arrivant dans la salle, de constater qu'il ne restait plus que deux places au fond de la salle en haut (parfaitement confortables néanmoins). On se serait cru à la première d'une nouvelle production théâtrale qui fait courir le public branché. Or, ce n'était pas une première et les spectateurs présents semblaient être des gens bien ordinaires, qui avaient simplement choisi ce film par goût.

Au-delà de cette affluence, deux choses étaient frappantes : d'abord, la qualité du film que nous allions voir et la perfection de toutes ses composantes (scénario, jeu, réalisation, prises de vue, etc.) ; mais aussi, avant même la projection du film, le nombre impressionnant de bandes-annonces (*previews*) présentant des films québécois à venir et nous laissant entrevoir la quantité de (bonnes) productions en cours ... De toute évidence, le cinéma québécois n'est plus ce qu'il était et évolue depuis quelques années dans « la cour des grands », où il se taille une place de plus en plus importante et significative. Les succès, largement médiatisés, des *Invasions barbares* et de *La grande séduction* ne sont pas isolés ; ils révèlent la maturité d'une industrie cinématographique qui a établi solidement ses bases dans tous les domaines (de la production à la distribution, en passant par la réalisation, le jeu, etc.).

Si l'expérience du cinéma québécois me semble intéressante, c'est qu'elle nous ramène au discours que nous avons souvent défendu dans nos milieux mais qui, malheureusement, a été trop rarement entendu ou compris. C'est qu'il est possible, si l'on se donne les moyens et si l'on met en place les infrastructures nécessaires, de surmonter les limites géographiques ou numériques qui nous

condamnent *a priori* à la périphérie. Ce que le cinéma québécois a réussi à faire dans un des secteurs les plus menacés par la mondialisation en est bien la preuve. Mais il ne faudrait pas croire pour autant que ce succès soit accidentel. Il est l'aboutissement de décennies d'investissements, qui ont commencé avec la création de l'Office national du film (1939) et se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui à travers une myriade d'organismes publics – tels la SODEC, Téléfilm, le Fonds canadien de télévision, Télé-Québec, la Société Radio-Canada et bien d'autres – ceux-là mêmes qu'on retrouve régulièrement au générique des films.

Je vois donc là un parallèle possible avec le projet de développement artistique qui nous anime en Ontario français, depuis une trentaine d'années. Nous aussi avons travaillé fort, et ce, dans tous les domaines, pour établir les bases d'une production artistique professionnelle. Nous nous sommes efforcés, nous aussi, à développer des compétences, à bâtir des infrastructures, à constituer des réseaux, à investir les médias, à mettre en place des circuits de diffusion et de commercialisation. Et nous aussi avons été animés par cette ambition d'atteindre l'excellence et de rivaliser, à notre tour, avec ce qui se fait de meilleur ailleurs ...

Par comparaison, nos succès ne sont peut-être encore que des succès d'estime, mais ils sont là et ils témoignent assez éloquemment, je crois, du chemin parcouru. On a déjà beaucoup parlé de la télé-série *Francoeur*, mais il n'est pas exagéré de dire qu'elle fait date dans le domaine de la production télévisuelle en Ontario français. Presque au même moment, l'un de nos meilleurs auteurs, Jean Marc Dalpé, signait à Radio-Canada l'une des séries les plus remarquées de la saison : *Temps dur*. Autre manifestation symbolique : l'automne dernier, trois de nos auteurs se retrouvaient parmi les finalistes aux prix du Gouverneur général en littérature. Du jamais vu ! La nouvelle n'a pas fait la une de nos journaux, mais elle est un signe incontestable du dynamisme et de la maturité qui caractérisent notre milieu littéraire et notre industrie de l'édition.

Dans le même ordre d'idées, je pourrais souligner le Gala des Trilles Or qui nous montrait encore une fois, il y a quelques mois, le niveau de professionnalisme atteint par le milieu de la chanson et de la musique. Ou je pourrais citer l'éclatant succès remporté au Québec par la production du Théâtre du Nouvel-Ontario, *Du pépin à la fissure*, et le chaleureux accueil qui a été fait à l'exposition de Marc Audette, *Surfaces sensibles*, à Montréal. D'autres exemples pourraient être cités, sans doute, en danse ou en cinéma. Le fait est que, même si le développement n'est pas régulier et présente dans certains domaines des

lacunes importantes, nous pouvons considérer avoir fait des pas de géants en l'espace de quelques décennies ! (Et qu'est-ce que 20 ou 30 ans, disait un planificateur social, quand on parle de développement ?)

La principale difficulté à laquelle nous nous heurtons reste, en fait, la faiblesse des leviers publics sur lesquels nous devrions normalement pouvoir compter pour soutenir notre développement. Qu'on se tourne vers le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral, il est bien difficile d'identifier un « champion » qui pourrait, comme ce fut le cas pour le cinéma au Québec, épouser notre cause et nous accompagner dans nos actions.

Au palier provincial d'abord, il faut bien reconnaître que le développement de la culture francophone est loin de susciter autant d'intérêt et de compréhension que chez nos voisins. Le principal geste d'appui de la province a été, en 1970, la création du Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario, suite aux recommandations du Rapport St-Denis. Si ce Bureau a favorisé l'essor de certaines disciplines (comme le théâtre), il a été vite confronté toutefois à des restrictions. Il a dû se limiter, en effet, aux disciplines dites « langagières », ce qui a par ailleurs occulté tout un pan de l'activité artistique, comme les arts visuels, dont le développement a été longtemps pénalisé. De création plus récente (1987), TfO est devenue une autre institution provinciale importante pour la production télévisuelle et cinématographique. En dehors de ces structures, toutefois, le milieu franco-ontarien n'a jamais pu compter sur un véritable appui du ministère de la Culture (quelle que soit sa désignation). Les travaux de la Commission RSVP ! menés au début des années 90 avaient fait espérer un changement qui ne s'est jamais concrétisé. La Fondation Trillium a établi, depuis quelques années, un nouveau canal de financement appréciable, mais son intervention se limite à des projets et s'inscrit dans des visées plus communautaires que culturelles ou artistiques.

Au palier fédéral non plus, il n'est pas évident d'identifier de réels partenaires. Mis à part les programmes dirigés vers le développement communautaire (langues officielles), la principale source d'aide accessible à nos milieux s'est longtemps limitée au Conseil des Arts du Canada – pour le bénéfice, là encore, des disciplines « langagières » (théâtre, lettres et édition). D'autres institutions, comme l'Office national du film, le Centre national des Arts (Théâtre français) et Radio-Canada, ont parfois complété cet appui, mais de façon tout de même secondaire. Les percées les plus importantes ont été faites ces dernières années dans le domaine des « industries », avec l'ouverture de Musicaction au secteur de la chanson et de la musique et l'accès des producteurs franco-ontariens au Fonds canadien de télévision. Mais il reste difficile de sentir dans ces institutions des « alliés » qui se montrent prêts à partager notre vision du développement et qui croient véritablement à la possibilité d'établir une « industrie » indépendante en Ontario français.

C'est là que la réussite du cinéma québécois pourrait sans doute nous servir de référence. En rappelant d'abord (et même à certains responsables québécois) que la loi du nombre n'est pas absolue et qu'elle peut être défiée si on y

met les moyens et si on affiche la volonté politique suffisante. En démontrant aussi – et c'est sans doute l'argument le plus puissant – que les investissements publics ne sont pas faits en pure perte, mais qu'ils permettent aussi, quand ils sont bien dirigés et orchestrés, de récolter des fruits au terme d'un certain nombre d'années. Une idée qu'il n'est pas trop mauvais de rappeler en ces temps de tempête conservatrice...

Le message pourrait être d'abord dirigé vers les responsables ontariens de la culture pour les convaincre qu'une industrie culturelle francophone aurait des retombées non négligeables pour l'économie de la province. On pourrait notamment souligner que, dans le secteur de l'éducation seulement, des sommes considérables s'en vont annuellement au Québec en achats de livres, de disques et de produits audio-visuels et qu'on pourrait, au prix d'investissements judicieux, détourner une partie de ces sommes vers des entreprises franco-ontariennes. Plus largement, il serait possible de faire valoir qu'au-delà des retombées strictement économiques, la manifestation d'une activité artistique francophone de qualité ne pourrait que bénéficier à l'image de l'Ontario, à l'intérieur comme à l'extérieur du Canada. Si le gouvernement précédent s'est montré peu sensible à ces arguments, on pourrait espérer que l'actuelle ministre de la Culture, Madeleine Meilleur, puisse, compte tenu de son affinité avec la communauté francophone, les endosser et même les faire valoir à Queen's Park.

On pourrait aisément concevoir un message analogue en direction des responsables fédéraux. Ce message pourrait notamment signifier que le gouvernement fédéral n'a aucun avantage à mettre tous ses œufs au Québec et qu'il gagnerait bien plus à soutenir ostensiblement d'autres manifestations de la culture francophone au pays. Non seulement il manifesterait ainsi concrètement son appui à la diversité culturelle, mais il participerait à décroiser les « deux solitudes » qui caractérisent (et empoisonnent) actuellement le paysage culturel canadien. Le ministère du Patrimoine canadien – qui cumule les deux responsabilités de la culture et des langues officielles – serait en fait doublement gagnant dans cette opération.

En extrapolant un peu, rien n'empêcherait alors d'imaginer, comme on l'a vu il y a quelques années lors de la création des collèges communautaires, les deux ministres responsables – Frulla et Meilleur – signer une entente de financement à long terme pour le développement de la production artistique francophone en Ontario.

Vision utopique, dites-vous ? Peut-être, mais qui sait ce qu'on disait, il y a vingt ans, du rêve de certains cinéastes québécois... ?

Mme Meilleur avait depuis vingt ans dans la francophonie québécoise et canadienne à titre de directeur d'animateur et de consultant pour le milieu artistique et culturel. Il accepte depuis janvier dernier la direction du Regroupement des cultures canadiennes-françaises.